

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/SE/M/5

10 octobre 2003

(03-5350)

Comité du commerce et du développement Cinquième session spécifique

NOTE SUR LA RÉUNION DU 17 JUILLET 2003

Président intérimaire: M. Neil McMillan (Royaume-Uni)

Sujets examinés:

A.	ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	1
B.	RAPPORT AU CONSEIL GÉNÉRAL CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 35 DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DE DOHA (WT/COMTD/SE/W/9).....	4
C.	AUTRES QUESTIONS	7

1. Le Secrétariat, en l'absence du Président du Comité du commerce et du développement (CCD), M. l'Ambassadeur Habib Mansour (Tunisie), a ouvert la session en souhaitant une cordiale bienvenue au Ministre du commerce de Maurice et aux représentants des Membres et observateurs de l'OMC sans représentation à Genève qui se trouvaient sur place pour participer à la "Semaine de Genève".

2. Le Secrétariat a également rappelé que la Règle 13 du règlement intérieur du Comité du commerce et du développement est ainsi libellée: "Si le Président est empêché de participer à une réunion ou partie de réunion, le Comité du commerce et du développement élira un Président intérimaire pour la réunion ou partie de réunion en question."¹ Le Secrétariat a invité les Membres à faire part de leurs suggestions en vue de l'élection d'un Président intérimaire.

3. Le représentant de Maurice a proposé d'élire M. Neil McMillan, Ministre et représentant permanent adjoint du Royaume-Uni, Président intérimaire de la cinquième session spécifique du CCD.

4. Le Comité a élu M. Neil McMillan (Royaume-Uni) Président intérimaire de la cinquième session spécifique du CCD.

A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

5. Le Président a indiqué que l'ordre du jour proposé pour la réunion figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/2132/Rev.1 du 15 juillet 2003.

6. L'ordre du jour a été adopté.

¹ WT/COMTD/6.

7. Le Ministre du commerce de Maurice a rappelé que le Programme de travail de l'OMC sur les petites économies avait été établi conformément au mandat défini au paragraphe 35 de la Déclaration ministérielle de Doha. Il a dit que la présence, à la session spécifique, d'un grand nombre de délégations n'ayant pas de représentation à Genève était révélatrice. Elle traduisait en effet leur attachement aux importants travaux sur les petites économies. L'idée de faire coïncider la session spécifique avec la Semaine de Genève avait permis à de nombreuses petites économies de participer à la session spécifique, qui avait lieu à un moment crucial puisque les Membres se préparaient pour la Conférence ministérielle de Cancún. L'intervenant a précisé qu'il n'insisterait jamais assez sur l'importance que les petites économies attachaient au Programme de travail sur les petites économies. Il s'est aussi félicité de l'engagement des ministres d'autres petites économies qui ne pouvaient pas assister à la cinquième session spécifique et a dit que, sans leur appui, il aurait été impossible d'amener le processus et les travaux au stade où ils étaient arrivés. Il a rappelé aux délégations que la première reconnaissance officielle de la nécessité de répondre aux préoccupations des petites économies à l'OMC figurait dans le paragraphe 6 de la Déclaration ministérielle de Genève. Depuis lors, les petites économies s'étaient employées à obtenir des mesures concrètes en faveur de leurs économies, en butte à de multiples faiblesses intrinsèques et à des contraintes dues à des facteurs sur lesquels elles n'avaient aucune prise. Les petites économies étaient sans cesse à la merci des caprices de la nature qui avaient, à maintes reprises, détruit leurs infrastructures et leurs ressources, y compris les récoltes sur pied et les moyens de production de base, acquis à des coûts élevés et à force de sacrifices. Ces économies étaient ainsi exposées aux catastrophes soudaines et à la détresse qui s'ensuivait, lesquelles menaçaient les moyens de subsistance de leur population et les efforts qu'elles déployaient pour parvenir à une courbe de croissance stable. Cette situation était aggravée par d'autres caractéristiques particulières aux petites économies, telles que la petite taille de leurs marchés, l'absence d'économies d'échelle, l'éloignement, la faible dotation en ressources, le coût unitaire élevé des infrastructures et les coûts de transport élevés. Les petites économies étaient également tributaires de quelques produits de base et services dont les prix fluctuaient sur le marché sans qu'elles puissent les contrôler. Elles étaient incapables de conquérir une part du marché importante et d'influer sur la dynamique des marchés. Dans ces conditions, il serait naïf d'affirmer que les petites économies pouvaient exercer un effet de distorsion sur le commerce et nuire aux intérêts commerciaux d'autres économies.

8. L'intervenant a ajouté qu'il était important de rappeler que les petites économies avaient fondé leurs travaux dans différents organes sur ces arguments afin de promouvoir leurs objectifs et de faire évoluer la perception de la question par certains Membres de l'OMC qui, récemment encore, en étaient restés au cliché voulant que ce qui est petit est nécessairement beau et ignoraient les dures réalités et les caractéristiques des petites économies. Les auteurs des propositions étaient parvenus, grâce à leurs efforts, à mieux faire comprendre leurs problèmes et leurs préoccupations. Toutefois, ce travail n'avait été que partiellement exécuté. Il fallait encore que les petites économies voient avec quelle rapidité des mesures concrètes pourraient être mises en œuvre pour résoudre leurs problèmes. L'intervenant a souligné que les petites économies appréciaient la contribution que le Secrétariat du Commonwealth n'avait cessé d'apporter aux travaux de la séance spécifique. Le Secrétariat du Commonwealth avait systématiquement appuyé les objectifs des petites économies. D'autres organisations régionales avaient également contribué à faire avancer la cause des petites économies. À cet égard, l'intervenant a reconnu l'importance des travaux réalisés sur la question au niveau des États ACP, de l'Union africaine, de la SADC et du COMESA. D'autres organisations intergouvernementales, telles que la CARICOM, le Forum des îles du Pacifique et la Commission de l'océan Indien, avaient également lancé ce processus dans leur cadre géographique respectif. Toutes ces actions avaient été rassemblées dans un cadre commun. Les petites économies avaient dû faire beaucoup de chemin avant de pouvoir appeler l'attention des principales enceintes internationales sur leurs préoccupations. Même à l'OMC, il n'avait pas toujours été facile de convaincre certains partenaires qu'avec la progression de la mondialisation, le coût de l'adaptation et des ajustements était élevé pour les petites économies. Compte tenu de leurs vulnérabilités intrinsèques, ces économies étaient exposées aux vicissitudes du système mondialisé et confrontées à des perspectives de

marginalisation toujours croissante dans le système commercial multilatéral. Ces préoccupations avaient été plus largement reconnues à la Conférence ministérielle de Doha. L'intervenant a rappelé qu'il avait été nommé porte-parole des petites économies à cette conférence. Il a remercié tous ses collègues de la confiance qu'ils avaient placée en lui. C'était grâce à la coopération de tous qu'un consensus explicite avait pu être atteint à la Conférence ministérielle de Doha en faveur de la création d'un Programme de travail sur les petites économies. Les Ministres avaient alors reconnu que la situation critique des petites économies s'aggravait. Dans le mandat de Doha, il était donc demandé qu'une action soit entreprise d'urgence pour définir des réponses aux questions liées au commerce des petites économies. Le Conseil général avait en conséquence été habilité à garder le Programme de travail à l'étude et à faire des recommandations en vue d'une action à la cinquième session de la Conférence ministérielle, à Cancún. Un programme de travail structurel avait donc été établi au lendemain de la Conférence ministérielle de Doha afin qu'il soit mis en œuvre dans le cadre des sessions spécifiques du CCD. Le CCD avait également été chargé de rendre compte au Conseil général à toutes ses réunions. En fait, la question des petites économies était inscrite en permanence à l'ordre du jour des réunions du Conseil général.

9. L'intervenant a indiqué ensuite que la cinquième session spécifique avait permis de rassembler tous les travaux systémiques élaborés jusqu'alors. Les Membres de l'OMC disposaient de tous les renseignements et tous les documents pertinents ainsi que les réponses aux questions posées par les Membres intéressés sur certains points les affectant. Les objectifs des petites économies figuraient dans le document WT/COMTD/SE/W/3, qui contenait 17 propositions visant à traiter les différents problèmes auxquels elles se heurtaient. Les petites économies se réservaient néanmoins le droit de présenter des propositions additionnelles à la lumière des travaux entrepris en vue de remplir le mandat défini par la Conférence ministérielle de Doha. Ce Programme de travail sur les petites économies faisait partie intégrante du Programme de Doha pour le développement. C'était dans ce contexte que les Membres devaient considérer tout le travail entrepris durant les sessions spécifiques du CCD. L'ensemble du programme de l'OMC résultant de la Conférence ministérielle de Doha avait été repris dans une liste de questions (JOB(03)/98) établie par les Présidents du Conseil général et du Comité des négociations commerciales (CNC) dans le cadre des travaux préparatoires de la cinquième session de la Conférence ministérielle. Le Programme de travail sur les petites économies avait, à juste titre et en toute logique, été ajouté à cette liste, qui serait un élément du programme de travail global de la Conférence ministérielle de Cancún.

10. L'intervenant a souligné qu'il n'avait pas été aisé d'aboutir à une entente et de parvenir à un consensus. Il a remercié les délégations des États-Unis, de la Commission européenne, du Japon et du Canada pour leur contribution à l'avancement du Programme de travail sur les petites économies. Il était aussi conscient de l'engagement du Directeur général de l'OMC et des efforts qu'il avait déployés à cet égard. Il a reconnu qu'il incombait au premier chef aux petites économies elles-mêmes de continuer à faire en sorte que la compréhension et l'esprit de coopération qui avaient régnés jusqu'alors soient maintenus et renforcés. Les Membres devraient déployer davantage d'efforts dans les mois à venir, de façon à ce que les travaux sur les petites économies soient achevés comme prévu et débouchent sur un ensemble important et complet de mesures qui contribueraient à résoudre les problèmes rencontrés par les petites économies. La cinquième session spécifique portait une grande responsabilité puisqu'elle allait prendre une décision importante. Les Membres auraient à approuver le rapport de la session spécifique du CCD pour que le Conseil général puisse transmettre les décisions pertinentes à la cinquième Conférence ministérielle. Les Ministres d'autres petites économies attendaient anxieusement le résultat des délibérations de la session spécifique, car ils souhaitaient vivement introduire un caractère d'urgence dans le programme de travail afin que le processus de marginalisation des petites économies puisse être inversé. Pour conclure, l'intervenant a dit qu'il ne doutait pas que le groupe des petites économies pourrait compter sur le soutien d'autres Membres dans cette entreprise.

B. RAPPORT AU CONSEIL GÉNÉRAL CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 35 DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DE DOHA (WT/COMTD/SE/W/9)

11. Le Président a dit que le point B de l'ordre du jour portait sur le rapport du Comité au Conseil général conformément au paragraphe 35 de la Déclaration ministérielle de Doha, qui était ainsi libellé:

"Nous convenons d'un programme de travail, sous les auspices du Conseil général, pour examiner les questions relatives au commerce des petites économies. Ces travaux ont pour objectif de définir des réponses aux questions liées au commerce identifiées pour intégrer davantage les petites économies vulnérables dans le système commercial multilatéral, et pas de créer une sous-catégorie de Membres de l'OMC. Le Conseil général réexaminera le programme de travail et fera des recommandations en vue d'une action à la cinquième session de la Conférence ministérielle."

12. Le Président a rappelé aux Membres que le contenu du projet de rapport de la session spécifique au Conseil général avait d'abord été examiné à la quatrième session spécifique, après la communication, par un groupe de petites économies, du document WT/COMTD/SE/W/8, qui contenait une proposition de rapport de la session spécifique. Sur la base de cette proposition, le Président avait élaboré, sous sa propre responsabilité, un projet de rapport qui avait été examiné dans le cadre de consultations informelles le 3 juillet 2003. Suite aux observations formulées par les délégations durant cette réunion, un projet révisé avait été rédigé, qui figurait dans le document WT/COMTD/SE/W/9.

13. Cependant, avant d'étudier en détail le projet contenu dans le document WT/COMTD/SE/W/9, le Président a dit qu'il souhaitait suggérer quelques modifications techniques supplémentaires à apporter à ce projet de rapport. Les deux premiers changements visaient le paragraphe 4. Il suggérait l'ajout des termes suivants: "Conformément au cadre et aux procédures pour le déroulement du Programme de travail sur les petites économies" au début de la deuxième phrase du paragraphe 4. Les deux premières phrases du paragraphe 4 seraient donc rédigées comme suit: "Le Conseil général a également donné pour instruction au CCD de faire "régulièrement rapport au Conseil général sur l'avancement des travaux effectués pendant les sessions spécifiques". Conformément au cadre et aux procédures pour le déroulement du Programme de travail sur les petites économies, le Programme de travail sur les petites économies est, depuis lors, inscrit en permanence à l'ordre du jour des réunions du Conseil général." La deuxième modification concernait la référence aux documents de l'OMC figurant à la fin du paragraphe 4. Cette référence devait être corrigée pour se lire comme suit: "Ces rapports de situation sont repris dans les comptes rendus de ces réunions (documents WT/GC/M/74 à 78 et WT/GC/M/80)." Le troisième et dernier changement visait la section II du rapport, intitulée "Communications et travaux". Le Président a indiqué que les gouvernements de Mongolie et de Papouasie-Nouvelle-Guinée l'avaient informé de leur désir d'être considérés comme coauteurs des documents WT/COMTD/SE/W/3 et WT/COMTD/SE/W/8. Il suggérait donc que cela soit indiqué dans un nouveau paragraphe, qui serait inséré après le paragraphe 9. Ce paragraphe serait donc rédigé comme suit: "À la cinquième session spécifique, les Membres ont été informés que les gouvernements de Mongolie et de Papouasie-Nouvelle-Guinée souhaitaient être considérés comme coauteurs des documents WT/COMTD/SE/W/3 et WT/COMTD/SE/W/8." Le Président a également suggéré l'ajout d'une deuxième phrase à ce paragraphe, qui serait libellée en ces termes: "La cinquième session spécifique a adopté ce rapport."

14. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation pouvait appuyer la recommandation de la section IV du projet de rapport tel qu'elle était libellée. Sa délégation se félicitait du renforcement du dialogue que les Membres avaient engagé sur les petites économies. L'intervenante a indiqué que des efforts avaient été déployés pour étudier les caractéristiques et les problèmes particuliers des petites économies. Le dialogue instauré l'année précédente avait permis de tenter de définir la nature de ces problèmes et de commencer à ébaucher des idées sur la façon de les résoudre plus

efficacement. L'intervenante a ajouté que, malgré les difficultés rencontrées au début, des progrès sensibles avaient été accomplis dans le cadre du programme de travail. Une certaine dynamique s'était créée et des idées avaient été proposées. Sa délégation attendait donc avec intérêt de travailler avec d'autres délégations l'année suivante afin d'élaborer des solutions aux problèmes qui avaient été définis.

15. Le représentant des Communautés européennes a indiqué que sa délégation avait eu l'occasion, depuis la dernière session spécifique, d'engager un certain nombre de discussions informelles avec les auteurs des propositions qui avaient été présentées à la session. Cet exercice avait été utile, d'une part, parce qu'il avait permis à sa délégation de mieux saisir la nature des propositions, et, d'autre part, parce qu'il avait donné l'occasion d'étudier certaines d'entre elles sous un angle plus technique et de comprendre ce que leur mise en œuvre impliquait. Sa délégation attendait avec intérêt de poursuivre cet exercice avec la participation de tous les Membres. L'intervenant a encouragé les auteurs des propositions à exposer leurs idées à un plus grand nombre de Membres intéressés de manière à ce que les Membres soient plus nombreux à prendre part au processus. S'agissant des travaux futurs, il a précisé qu'il était important de poursuivre l'exercice prévu dans la Déclaration ministérielle de Doha avec le même sérieux et la même vigueur, afin de définir les problèmes auxquels étaient confrontées les petites économies et d'y trouver des solutions. Il a assuré le Ministre de Maurice et les autres petites économies auteurs des propositions, de l'intérêt et du soutien continu de sa délégation à l'égard des travaux entrepris en vue de trouver des réponses appropriées qui pourraient être acceptées par tous les Membres de l'OMC.

16. Le représentant de Saint-Kitts-et-Nevis a dit que, même si le projet de rapport indiquait que certains progrès avaient été accomplis, rien ne permettait d'en déterminer la nature. Étant donné que le pays qu'il représentait n'avait pas de représentation permanente à Genève, il a demandé des précisions sur la nature des progrès réalisés.

17. Le Président a répondu que des progrès avaient été réalisés dans deux domaines. Premièrement, chose à laquelle les Ministres présents à la Conférence ministérielle de Doha tenaient beaucoup, les Membres comprenaient mieux les problèmes particuliers des petites économies. Cette phase pédagogique des travaux menée dans le cadre de la session spécifique avait porté ses fruits. Certaines des observations formulées par le Ministre de Maurice reprenaient un certain nombre d'idées qui avaient été exposées à ce sujet l'année précédente. Deuxièmement, même s'il n'y avait pas encore d'accord sur les propositions figurant dans le document WT/COMTD/SE/W/3, le Comité avait néanmoins commencé à les étudier. Les Membres avaient également exprimé leur volonté de poursuivre l'examen de ces propositions dans un esprit constructif afin d'aboutir à certaines conclusions claires dans un délai relativement bref.

18. À ce stade de la discussion, le Président a proposé que le rapport soit adopté.

19. Le Comité a adopté le rapport.

20. La représentante du Canada a dit que sa délégation, en tant que l'une de celles qui avaient pris part aux discussions informelles, souhaitait souligner qu'elle appuyait pleinement ce processus. Elle a félicité les auteurs des propositions de l'approche constructive qu'ils avaient adoptée en travaillant en collaboration étroite avec d'autres Membres. Elle pensait, comme le représentant des Communautés européennes, que le dialogue sur les questions relatives aux petites économies devait être élargi de manière à ce que tous les Membres y participent.

21. La représentante de la Barbade a dit que le Programme de travail sur les petites économies revêtait de l'importance aux yeux de sa délégation et était un point essentiel du Programme de Doha pour le développement. Les auteurs des propositions attendaient beaucoup du programme de travail. Sa délégation espérait que, une fois le programme de travail achevé, les Membres adopteraient des

mesures de fond concrètes, efficaces et privilégiant les résultats, qui aboutiraient à une intégration plus complète des économies en développement petites et vulnérables dans le système commercial multilatéral. Par conséquent, sa délégation estimait que les Membres devaient poursuivre les travaux de la deuxième phase du programme de travail, qui consistait à élaborer des solutions, en respectant le calendrier prévu. Il était donc important qu'il soit indiqué dans la section du rapport sur les travaux futurs que les Membres achèveraient le programme de travail au plus tard le 1^{er} janvier 2005. Aux yeux de son gouvernement, la date du 1^{er} janvier 2005 ne constituait pas une date définitive; en effet, il préférerait que les travaux soient achevés bien avant. Ce n'était pas parce que le Programme de travail sur les petites économies avait été lent à démarrer à l'OMC que ses résultats devaient se faire attendre aussi longtemps. Sa délégation espérait voir se poursuivre l'approche résolue et constructive que d'autres Membres avaient adoptée s'agissant de l'exécution du Programme de travail sur les petites économies.

22. Le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a remercié les Membres d'avoir accédé à la demande de sa délégation et d'avoir ajouté dans le rapport une référence à son souhait de figurer parmi les coauteurs des documents WT/COMTD/SE/W/3 et WT/COMTD/SE/W/8.

23. Le représentant de la République dominicaine a dit que sa délégation s'associait à la déclaration de la représentante de la Barbade. Il s'est également félicité des observations positives des délégations des États-Unis, de l'Union européenne et du Canada et a salué leur engagement d'œuvrer en vue d'obtenir des résultats concrets dans un proche avenir. Il était important que des résultats tangibles soient obtenus, eu égard à la vulnérabilité et à la taille de l'économie de la République dominicaine.

24. Le représentant du Japon a indiqué que sa délégation avait eu l'occasion de prendre part à certaines consultations informelles avec les auteurs des propositions. Ces délibérations s'étaient avérées constructives, instructives et enrichissantes. S'agissant de l'observation du représentant de Saint-Kitts-et-Nevis, l'intervenant a dit que les documents rédigés par le Secrétariat et les communications présentées par les auteurs des propositions avaient permis aux Membres de mieux comprendre les difficultés spécifiques rencontrées par les petites économies. Un terrain d'entente avait ainsi été trouvé pour les futures discussions consacrées à cette question. Sa délégation était déterminée à continuer de participer activement à toutes discussions futures afin de mettre à profit les progrès réalisés dans les sessions spécifiques.

25. La représentante de Cuba a dit que la question des petites économies revêtait une importance capitale aux yeux de sa délégation et constituait l'un des domaines prioritaires du Programme de Doha pour le développement. Sa délégation se félicitait donc de la volonté exprimée par plusieurs pays développés Membres d'analyser les propositions présentées. L'intervenante estimait que la phase pédagogique entreprise par les Membres était tout aussi importante. Toutefois, il était nécessaire que les Membres passent à la phase suivante, qui consistait à trouver des solutions concrètes aux problèmes rencontrés par les petites économies, et à s'entendre sur celles-ci. Sa délégation considérait que le paragraphe 14 du rapport était important à cet égard. Elle aurait donc préféré que le programme de travail soit achevé avant la tenue de la cinquième Conférence ministérielle. Cependant, dans un esprit de coopération et en vue de trouver des résultats appropriés, elle était disposée à accepter la teneur du paragraphe 14, pourvu que les travaux ne se prolongent pas au-delà du 1^{er} janvier 2005.

26. Le représentant de Fidji a souligné que, sa délégation n'ayant pas de représentation à Genève, il lui était difficile d'assister aux délibérations relatives au programme de travail. Il a salué les travaux accomplis par ceux qui avaient pu participer et contribuer au Programme de travail sur les petites économies et qui avaient ainsi réussi à faire progresser leurs idées d'une manière efficace. Il était effectivement difficile de faire comprendre l'importance de la taille d'une économie aux grandes économies. Certains Membres estimaient que la taille de leur économie tournait à l'obsession chez les

auteurs des propositions, mais certaines choses étaient immuables dans la vie. Les possibilités de croissance des petites économies étaient tout aussi limitées que les choix qui s'offraient à elles. Sa délégation escomptait que le programme de travail, qu'elle considérait comme étant l'un des points essentiels du Programme de Doha pour le développement, se poursuivrait. Son gouvernement jugerait en grande partie de la réussite du Programme de Doha pour le développement en fonction de la mesure dans laquelle il apporterait des solutions aux problèmes économiques et administratifs des petits pays en développement qui figuraient parmi les Membres les plus vulnérables de l'OMC. Le Programme de travail sur les petites économies avait permis de mieux faire comprendre la situation particulière des petites économies aux Membres de l'OMC. Il restait aux Ministres, à la Conférence ministérielle de Cancún, à faire donner l'élan politique nécessaire à la poursuite du Programme de travail sur les petites économies.

27. Le Président, résumant les débats, a déclaré que les Membres avaient pu adopter le rapport contenu dans le document WT/COMTD/SE/W/9 avec les modifications indiquées. Le Conseil général étudierait les recommandations du rapport relatives à la poursuite des travaux des sessions spécifiques, où il était demandé que ceux-ci soient achevés d'ici au 1^{er} janvier 2005. Les travaux de la session spécifique du CCD apportaient une contribution importante à l'aspect "développement" du Programme de Doha pour le développement. L'objectif de ce dernier était de mieux intégrer tous les Membres dans le système commercial multilatéral et de transformer les petites économies en économies plus grandes et mieux intégrées.

C. AUTRES QUESTIONS

28. Le Président a indiqué qu'il était prévu provisoirement que la prochaine session spécifique se tiendrait le mercredi 15 octobre 2003, après la session ordinaire du CCD, qui était prévue pour le 14 octobre 2003.
